



FDSEA d'Eure-et-Loir  
10 rue Dieudonné Costes  
28024 Chartres Cedex  
Tél. 02.37.33.61.40  
Fax : 02.37. 30.03.67  
Courriel : fdsea.28@wanadoo.fr  
Contact : Gilles BARAIZE



Chambre d'Agriculture d'Eure-et-Loir  
10 rue Dieudonné Costes  
28024 Chartres Cedex  
Tél. 02.37.24.45.45  
Fax : 02.37.24.45.90  
Courriel : accueil@eure-et-loir.chambagri.fr  
Contact : Aurélie TOUTAIN

# **PUBLICITE, ENSEIGNES, PRE-ENSEIGNES**

## **Recommandations à l'usage des producteurs locaux d'Eure-et-Loir**

Document élaboré en concertation avec la DDT  
(Direction Départementale des Territoires) d'Eure-et-Loir en date de janvier 2011.



# **PUBLICITE, ENSEIGNES, PRE-ENSEIGNES**

## **Recommandations à l'usage des producteurs locaux d'Eure-et-Loir**

Le rappel qui suit est exclusif de toutes les normes locales (zones de publicité restreintes, zones de publicité élargies, règlement communal de publicité...)  
Il convient avant toute installation d'un dispositif publicitaire de se renseigner auprès de la mairie sur le territoire de laquelle vous souhaitez l'installer

Attention, ces recommandations n'intègrent pas les décrets devant paraître prochainement, en application de la loi 2010-788 du 12 juillet 2010.

## **Définitions**

(Code de l'environnement)

### **Qu'est-ce qu'une publicité ?**

Toute inscription, forme ou image, destinée à informer le public ou à attirer son attention ; les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images sont assimilés à des publicités.



### **Qu'est-ce qu'une enseigne ?**

Toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.

### **Qu'est-ce qu'une pré-enseigne ?**

Toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.



## **Rappel de réglementation et rôles des gestionnaires**

La réglementation des panneaux définis ci-dessus fait référence aux textes suivants :

- Code de la route (sécurité routière)
- Code de la voirie routière (occupation du Domaine Public)
- Code de l'environnement (protection du cadre de vie)

Le contenu des panneaux est, en sus des articles R418-2 et 418-4 du code de la route, encadré par d'autres législations relatives à la « liberté d'expression » (protection des personnes, de la chose publique, de la jeunesse, santé, langue française, etc.).

Les agents de la DIRNO (Direction Interdépartementale des Routes du Nord-Ouest) sont commissionnés (article L 116-2 du code de la voirie routière) au titre du code de la route et de la voirie routière. Ils peuvent donc constater les infractions à la police de la conservation du domaine public routier et établir les procès-verbaux constatant les infractions qui se rattachent à la sécurité et circulation routière ainsi que celles relatives au code de l'environnement.

Le Préfet ou ses représentants, dûment assermentés, sont habilités à constater sur l'ensemble du département les infractions aux différents codes.

Le Maire exerce les mêmes pouvoirs de police sur sa commune lorsqu'il existe un règlement local de publicité, sous réserve de ceux dévolus au Préfet.

# 1. PUBLICITES

La publicité **est interdite hors agglomération** (sauf zone de publicité autorisée)

Elle est autorisée en agglomération, sous réserve des prescriptions prévues aux articles L581-8 à L 581-11 du code de l'environnement (secteurs ou immeubles sauvegardés, parcs nationaux, sites inscrits ...)

Par agglomération, on entend généralement « l'espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux d'entrée et de sortie de village ou de ville. »

Attention : les collectivités ne placent pas forcément leurs panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération au bon endroit.

➔ ➔ ➔ A l'intérieur d'une agglomération, il est interdit de fixer une publicité :

- autour et sur les sites et monuments historiques
- dans les secteurs naturels sauvegardés, dans les parcs naturels régionaux, réserves naturelles et leur aire d'adhésion,
- sur les plantations, arbres,
- dans l'emprise du domaine routier public,
- sur les signaux réglementaires et supports, sur les équipements et panneaux de circulation routière, ferroviaire, fluviale,
- sur les murs d'habitations sauf quand ils sont aveugles ou qu'ils ne comportent que des ouvertures de faibles dimensions (inférieurs à 0,50 m²),
- sur les clôtures qui ne sont pas aveugles,
- sur une toiture ou une terrasse,
- sur les murs de cimetière ou de jardin public,
- sur les poteaux de distribution électrique, de télécommunication, les installations d'éclairage public,

Sur les murs et clôtures aveugles, la publicité **ne peut** :

- dépasser les limites du mur aveugle d'un bâtiment ou du mur de clôture qui la supporte,
- excéder du tiers de la hauteur du dispositif publicitaire les autres types de clôtures aveugles (exemple : palissade de chantier)

Distances d'implantations : (voir illustration ci-après du règlement national)

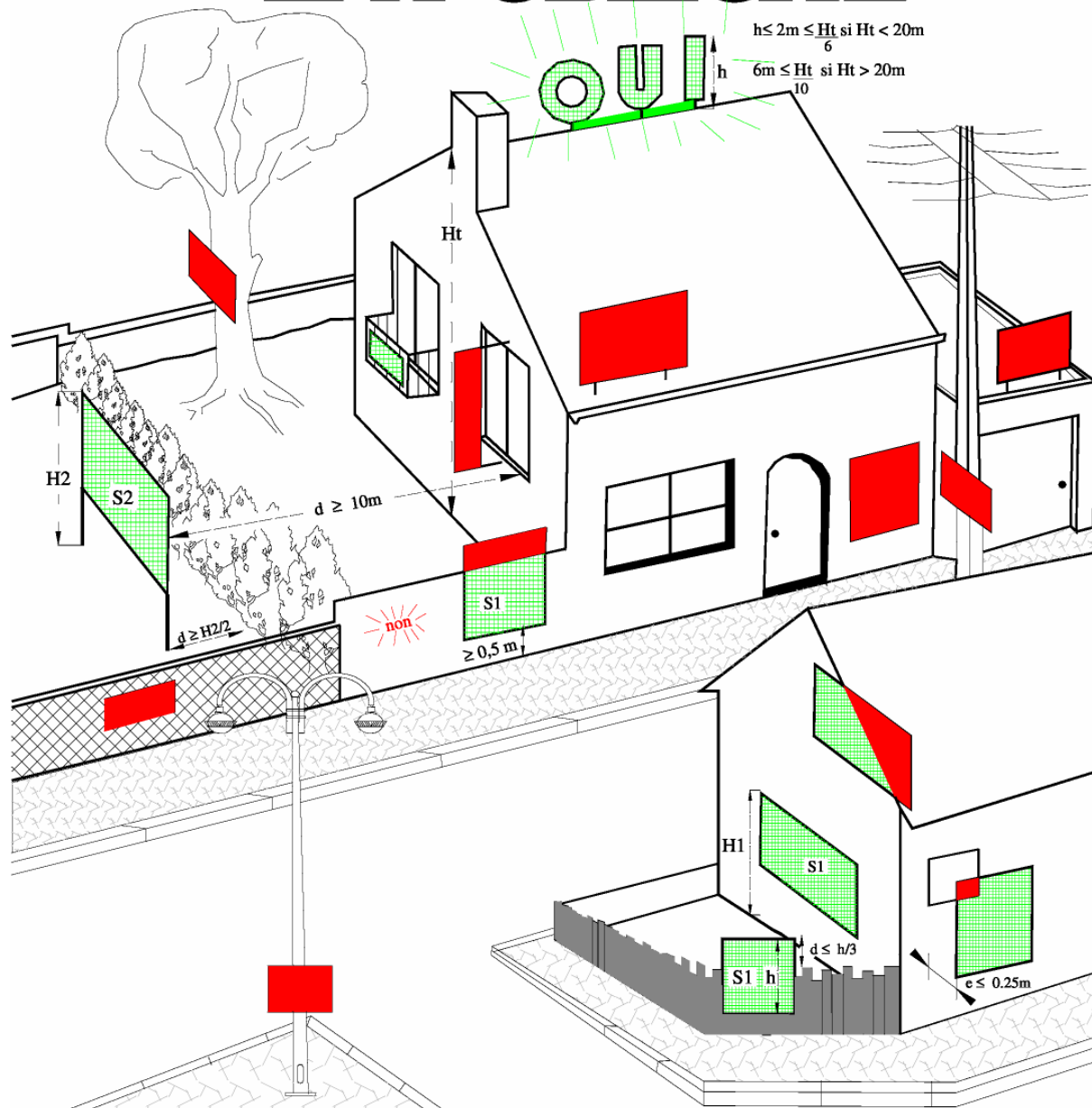
- en agglomération, implantation à plus de 40m du bord de la chaussée extérieure des autoroutes et routes express

Types de dispositifs :

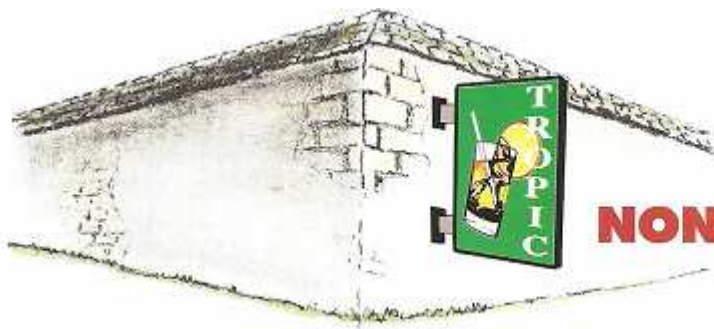
La taille (surface) des dispositifs publicitaires dépend de la taille de l'agglomération (nombre d'habitants recensement INSEE). Elle dépend également du support : scellés au sol ou apposés à un bâtiment. Renseignez-vous auprès de votre mairie (si règlement local publicité ou de la D.D.T.).

Mise en garde : en cas d'installation d'un dispositif sur un bâtiment ou un terrain qui ne vous appartient pas, pensez à demander l'autorisation écrite au propriétaire des lieux.

# LA PUBLICITE



17/03/2011



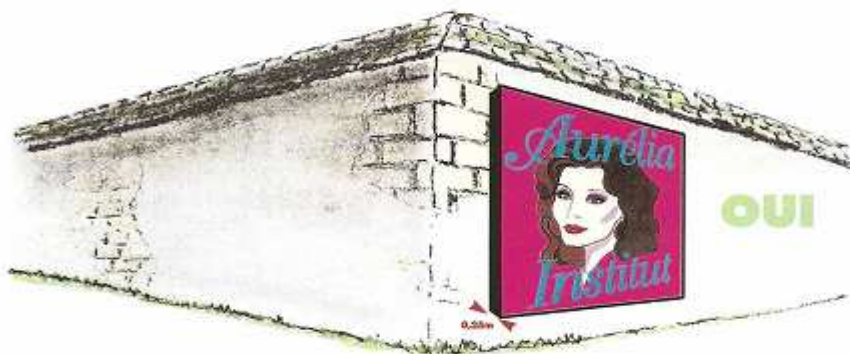
Les dispositifs  
disposés en biais  
sont interdits.



Ils sont également interdits sur les murs des cimetières  
et des jardins publics.



Interdiction sur clôtures non aveugles.



Le dispositif publicitaire ne peut excéder une épaisseur de 0,25 m  
et doit être parallèle à son support.

## 2. ENSEIGNES



**L'enseigne est installée à l'endroit même où s'exerce l'activité.**

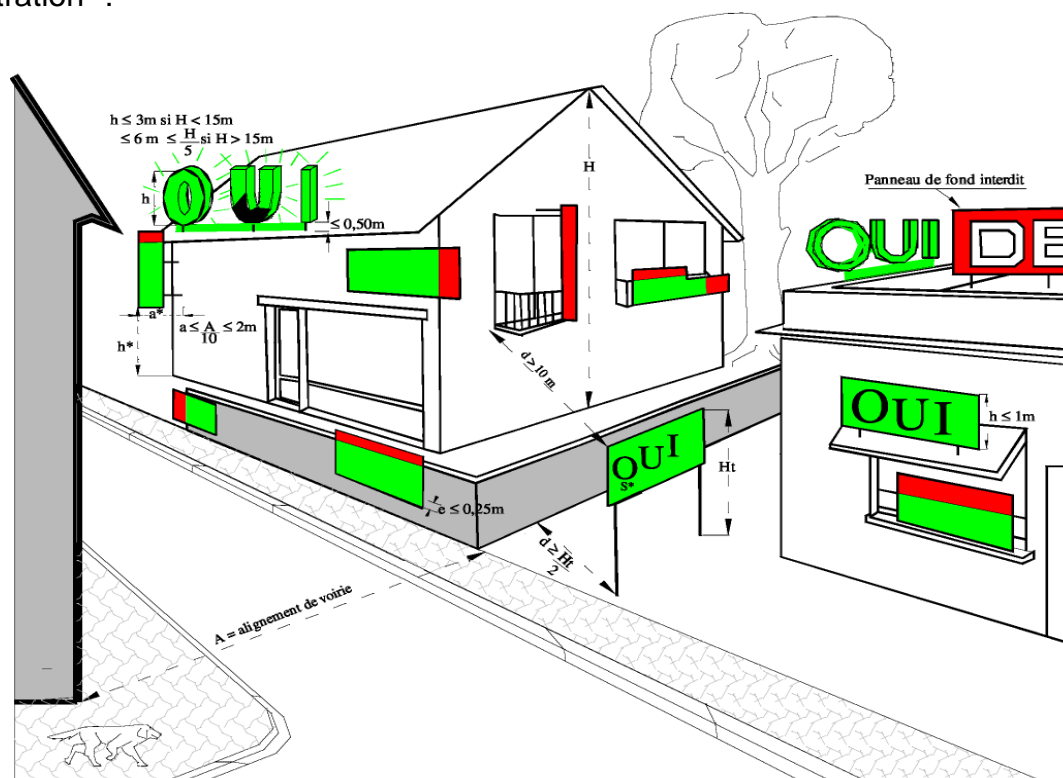
La réglementation est très complexe en termes de conditions d'implantation : enseignes à plat, en drapeau c'est-à-dire perpendiculaires au mur, restrictions quant aux dépassements de murs, installation en terrasse, sur toitures, proportions par rapport aux murs-supports, scellement au sol...

Votre situation devra être étudiée au cas par cas. Il conviendra donc de **vous adresser à la mairie** du lieu d'implantation avant toute mise en place de support.

Distances d'implantations quand l'enseigne est visible depuis une voie de circulation (comme pour les publicités) :

- hors agglomération implantation à plus de 20m du bord de la chaussée extérieure des routes nationales non express, des routes départementales et des voies communales,
- hors agglomération à plus de 200m du bord de la chaussée extérieure des autoroutes ou routes express,
- en agglomération, à plus de 40m du bord de la chaussée extérieure des autoroutes ou routes express,

Illustration<sup>2</sup> :



enseigne interdite



enseigne admise

<sup>2</sup> Source : Ministère de l'Environnement

### 3. PREENSEIGNES

**La pré-enseigne est soumise aux mêmes règles qui régissent la publicité :**

Hors activités spécifiques que sont les garages, hôtels, restaurants et distributeurs de carburants<sup>(1)</sup>, la pré-enseigne **est interdite hors agglomération**.

(1) activités qui ne seront plus autorisées au delà de 5 ans, à compter de la date de publication loi Grenelle II (12 juillet 2010)

Rappel : la préenseigne indique la proximité ou la localisation d'une activité. Elle ne doit pas être une publicité déguisée.

Sous certaines conditions, vous pouvez installer au maximum deux pré-enseignes dérogatoires si elles sont « en relation directe avec la fabrication ou la vente de **produits du terroir** par des entreprises locales » :

➔ ➔ en agglomération :

Reportez-vous aux règles qui régissent les publicités

➔ ➔ hors agglomération :

Sous les conditions ci-après :

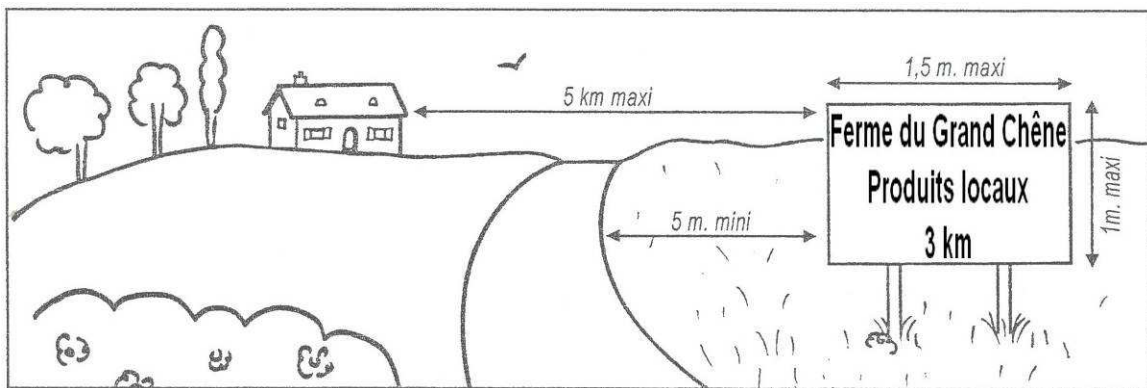
En l'état actuel des textes, peuvent être acceptés comme étant « **produits du terroir** » en Eure-et-Loir, ceux respectant au moins l'une des 3 conditions suivantes :

- les produits utilisant des matières premières agricoles issues d'Eure-et-Loir et distribués principalement par des producteurs.
- les produits faisant partie d'un référentiel du patrimoine gastronomique local,
- les produits notamment reconnus par les marques « *Terres d'Eure-et-Loir* » et/ou « *Bienvenue à la Ferme* ».

Les conditions qui doivent être respectées :

- **2 préenseignes maximum** par établissement (en agglomération et/ou hors agglomération, **(toutes voies confondues VC, RD et RN)**).
- Les préenseignes doivent être implantées à moins de 5 kms de l'entrée de l'agglomération ou du lieu où s'exerce votre activité (si activité hors agglomération).
- Les préenseignes doivent être scellées au sol ou installées directement sur le sol :
  - avec l'autorisation écrite du propriétaire ;
  - sur terrains privés et ne doivent pas être en surplomb du domaine public ;
  - en cas d'installation sur domaine public, il y a lieu d'établir une permission de voirie (AOT) et d'établir une convention avec le gestionnaire de la voie.

- Le panneau ne doit pas dépasser les dimensions suivantes : hauteur maxi 1 m et largeur maxi 1,50 m (les logos sont intégrés dans ces dimensions)
- Le long d'une route départementale ou communale, ou nationale non express, la préenseigne doit être installée hors du domaine public, à 5 mètres (minimum) du bord de la chaussée, et ne pas être en surplomb du domaine public.
- Le long d'une route express ou d'une autoroute, la préenseigne doit être installée hors du domaine public, à minimum 200 m du bord de la chaussée.
- Les supports des dispositifs ainsi admis ne doivent pas constituer des obstacles latéraux (dangers en cas de sortie de route). En cas de doute, demander l'avis du ou des gestionnaires de voie(s) sur situation des dispositifs et qualité des supports et envoyer copie des demandes à l'instance compétente en matière de publicité (Préfecture - Direction Départementale des Territoires).



A l'occasion d'opérations (2 maximum) considérées comme exceptionnelles d'une durée de moins de 3 semaines (**portes ouvertes, événements organisés sur l'exploitation**) et ne pouvant rentrer dans le champ d'application du Code de l'Environnement, vous pouvez bénéficier d'une signalisation spécifique supplémentaire temporaire.

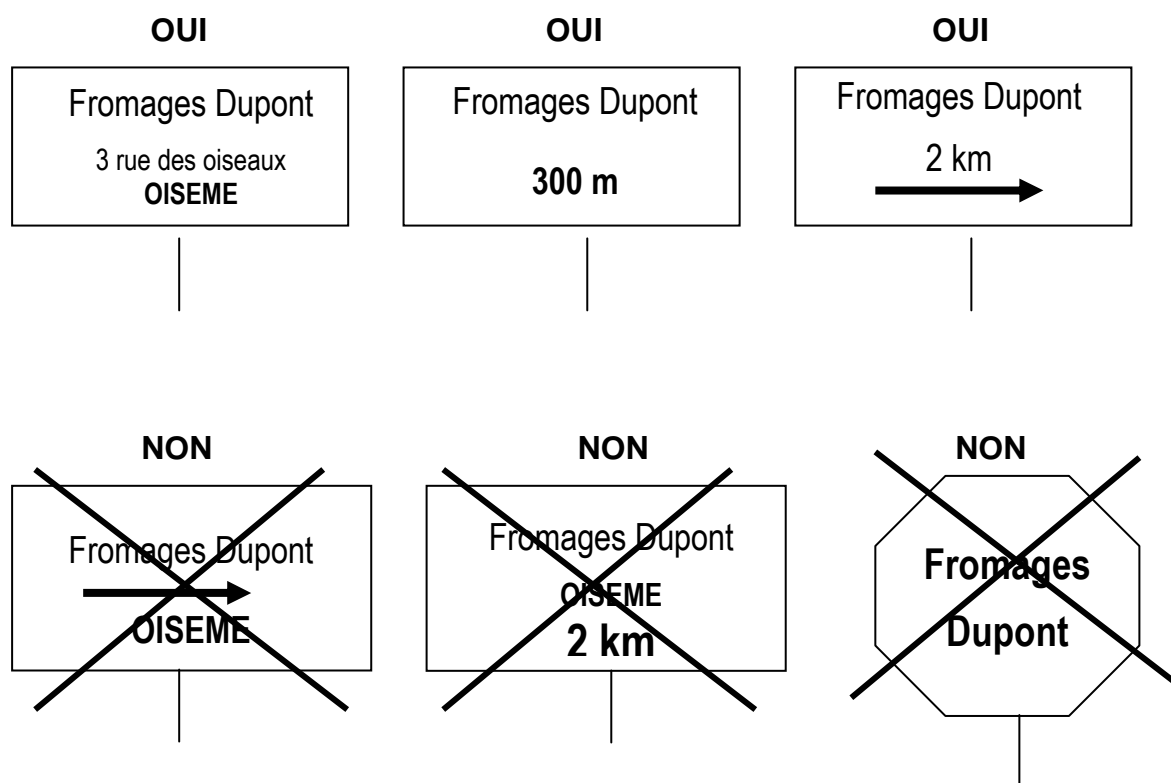
Conditions de la signalisation spécifique temporaire :

- obtenir les autorisations nécessaires : gestionnaires des voies, propriétaires des terrains, en présentant le type de panneau et les lieux d'implantations ;
- installation 3 semaines maxi avant le début de l'opération ;
- pas d'obligation par rapport à la distance des 5 kms du lieu de l'activité ou de l'entrée de l'agglomération ;
- respecter les distances de bord de chaussée comme pour les préenseignes dérogatoires ;
- retrait 1 semaine maxi après la fin de l'opération.

**Code de la route : Ce qui est toujours interdit (publicité, enseignes, pré-enseignes) :**

- les panneaux qui réduisent la visibilité ou l'efficacité des signaux réglementaires, qui éblouissent les usagers des voies publiques ;
- les panneaux comportant une indication de localité + une flèche, ou une localité + une distance kilométrique ;
- les panneaux reproduisant un signal routier réglementaire ou un schéma de présignalisation (dessin d'un stop, d'un giratoire, d'un feu rouge...) ;
- les panneaux qui, par leur forme, leurs couleurs, leur texte, leurs symboles, leurs dimensions ressemblent à des panneaux de signalisation routière ;
- les panneaux et dessins :
  - triangulaires à fond blanc ou jaune,
  - circulaires à fond rouge, bleu ou blanc,
  - octogonaux à fond rouge,
  - carrés à fond blanc ou jaune, s'ils sont disposés sur pointe.

Illustrations (Décret 76-148 du 11 février 1976):



Note : Tous les dispositifs indiqués ci-dessus peuvent être soumis au dispositif de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure, selon délibérations prises par les différents conseils municipaux.

De même, les propriétaires des terrains peuvent demander des indemnités pour occupation.

## 4. AUTRES SIGNALISATIONS

## Signalisation d'intérêt local

La signalisation d'intérêt local (SIL) est une signalisation directionnelle complémentaire à la signalisation routière classique. Elle est soumise aux règles fondamentales de la signalisation routière, et se distingue donc de la notion de publicité.

Son objectif est de « guider » l'usager en déplacement et non d'informer le public ou d'attirer son attention, comme le fait la publicité.

Il existe deux types de panneaux dont l'implantation est dissociée physiquement, l'une étant exclusive de l'autre :

- Posé en pré-signalisation (dc43),
- Posé en position (dc29)

En l'absence d'autre indication, ce panneau peut être implanté, en ou hors agglomération, sur la dernière intersection de routes, sur votre demande, à vos frais, pour indiquer votre lieu d'activité situé en retrait de la voie.

Le gestionnaire de la voie (Maire, Conseil Général ou DIRNO) est seul autorisé à implanter ce type de panneaux.

Exemples de SIL (*couleurs et lettrages sont réglementés*) :



Un type unique de SIL pourrait être envisagé pour uniformiser l'utilisation de ce panneau sur les activités « produits du terroir », lettres noires, sur un fond crème.

## **Panneaux de type CE50 (utilisation pour signaler des services)**

La demande de ce type de panneaux est à adresser au service gestionnaire de la voie (Conseil Général ou DIRNO). Une autorisation du gestionnaire de la voirie au bord de laquelle peut être implanté ce type de panneau est également nécessaire.



NOTE : Ce type de panneau ne peut être implanté que sur autoroutes et routes à chaussées séparées sans accès riverain (article 78-27- de l'arrêté du 31 juillet 2002 - cinquième partie de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière),

Par ailleurs, il ne peut être envisageable que s'il n'y a pas d'enseignes ou pré-enseignes déjà existantes définies à l'article L581-3 du Code de l'environnement ou bien que le dispositif existant ne serait pas suffisamment visible et identifiable des voies.

RAPPEL : L'article L 113-1 du Code de la voirie routière précise que « seul le service de la voirie est habilité à mettre en œuvre la signalisation routière ».



## 5. SANCTIONS

NOTE : La loi récemment votée (loi 2010-788 du 12 juillet 2010), dans le cadre du Grenelle II de l'environnement augmente très fortement les sanctions, pour être plus dissuasive. Par ailleurs un décret doit préciser sous quelles formes seront autorisés les dispositifs qui demeureront « dérogatoires ».

En cas de non respect de la réglementation relative aux publicités, enseignes, préenseignes, les contrevenants sont passibles :

- de sanctions administratives :

- lettre d'avertissement (n'est pas obligatoire, uniquement en cas d'amende administrative)
- arrêté de mise en demeure du Maire (si règlement local de publicité) ou du Préfet avec copie au Procureur de la République pour suppression des dispositifs illégaux
- astreinte
- exécution d'office à vos frais
- amende administrative

- et de sanctions pénales.